

Introduction

Par Manuel Eggen,
chargé de recherche et plaidoyer chez FIAN Belgique

En 2021, le mouvement pour la souveraineté alimentaire célèbre ses 25 ans. C'est en effet en 1996, lors du Sommet Mondial de l'Alimentation, que le concept a été énoncé pour la première fois par des militant·e·s du jeune mouvement paysan international « *la Via Campesina* ». Avec la souveraineté alimentaire, la *Via Campesina* entendait questionner le concept technocrate de « sécurité alimentaire » utilisé dans les négociations internationales. Et surtout, elle entendait dénoncer les impacts destructeurs des politiques néolibérales et du modèle agro-industriel mondialisé.

Au fil des ans, la lutte pour la souveraineté alimentaire a servi de catalyseur pour un formidable mouvement social inspirant et rassembleur. Le mouvement pour la souveraineté alimentaire a joué un rôle clé pour créer un rapport de force face aux acteur·rice·s dominants de l'agrobusiness mondial et pour développer des alternatives au système alimentaire industriel, telles que : l'agroécologie, l'agriculture soutenue par la communauté, les circuits-courts, etc.

L'année 2021 a également été choisie par le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, pour tenir un Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Reconnaisant les défis actuels, le Sommet est censé aboutir à des solutions visant à « *transformer les systèmes alimentaires mondiaux* ».

En effet, le système alimentaire industriel mondialisé est en pleine déroute :

- Malgré les engagements de la communauté internationale d'éradiquer la faim pour 2030, le nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition est en hausse depuis 2015 : en 2021, 811 millions de personnes sont sous-alimentées et 2,3 milliards de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée (SOFI 2021).
- Le nombre de personnes en surpoids et les maladies chroniques liées à une mauvaise alimentation ne cessent d'augmenter. Le nombre de décès liés à une mauvaise

alimentation est estimé chaque année à plus de 11 millions de personnes (Lancet 2019). Cela représente quatre fois plus que le nombre de personnes mortes des suites du Covid-19 en 2020.

- Le système alimentaire globalisé est responsable de 21 à 37 % des émissions de gaz à effet de serre (GIEC 2019).
- Et le système alimentaire industriel est le principal facteur de l'effondrement de la biodiversité (IPBES 2019) et favorise l'émergence et la diffusion des maladies zoonotiques comme le Covid-19 (PNUE 2020).

Face à ces constats alarmants, et à la mobilisation croissante de la société civile et des citoyen·ne·s, un consensus international émerge enfin sur la nécessité de transformer en profondeur les systèmes alimentaires. Même parmi les acteurs dominants de l'agrobusiness, peu d'acteurs osent encore remettre en question cette évidence.



Mais l'enjeu se situe maintenant au niveau des orientations qui devront guider cette transformation et des solutions à mettre en œuvre pour répondre au triple défi de la faim, de la malnutrition et des crises environnementale et climatique.

Dans un contexte qui lui est peu favorable, l'agrobusiness mondialisé est passé à l'offensive. Alors qu'elles sont les principales responsables de la situation actuelle, les grandes entreprises de l'agroalimentaire tentent aujourd'hui de montrer patte blanche. Elles communiquent en grande pompe sur leurs engagements de « neutralité en carbone » et avancent leurs solutions pour réformer et verdir les systèmes alimentaires : (*climate*) *smart agriculture*, digitalisation, biotechnologies, compensation carbone, nourriture enrichie en nutriments, etc.

Loin de viser une transformation radicale des systèmes alimentaires, ces fausses solutions visent surtout à maintenir et renforcer le contrôle de l'agrobusiness sur l'ensemble des maillons de la chaîne alimentaire et sur les profits juteux des marchés alimentaires.

Face à cet écran de fumée, le concept de souveraineté alimentaire, et les concepts interconnectés d'agroécologie, de droit à l'alimentation ou de bien commun sont plus pertinents que jamais pour engager une réelle transformation des systèmes alimentaires.

Mais après 25 ans de lutte, il nous semble aussi important pour les acteurs du mouvement, dont FIAN se revendique, de prendre un peu de recul et de perspective afin d'analyser les nouveaux enjeux et d'imaginer des pistes pour redynamiser et réinventer la lutte. C'est l'objectif de ce nouveau numéro du *Beet the system* !

Dans la première partie, nous avons voulu mettre en évidence quelques exemples des nouveaux enjeux et des nouvelles menaces qui pèsent sur les systèmes alimentaires et sur le monde paysan :

- Le premier article d'Almudena Garcia analyse les stratégies de l'agrobusiness pour renforcer son influence sur la gouvernance des systèmes alimentaires. L'article explique comment les acteurs de l'agrobusiness ont réussi à infiltrer l'organisation du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaire et à imposer leur narratif et leurs solutions.
- Le deuxième article, synthèse d'un rapport de FIAN international, détaille les dangers de ce qu'on appelle la « financiarisation » des terres et des ressources naturelles. Plusieurs exemples y illustrent en quoi nous pouvons désormais qualifier le capitalisme « dévoyé ».

- Le troisième article de Brigitte Gloire dénonce le nouveau *greenwashing* des entreprises au nom du climat. L'interprétation malhonnête du concept de « neutralité carbone » par les entreprises et certains gouvernements annonce une nouvelle ruée sur les terres mondiales aux dépens des populations rurales.

- Le collectif *Fabriek paysanne* nous alerte ensuite sur les dangers de la digitalisation et du *smart farming*. Les nouvelles technologies, présentées comme la nouvelle panacée par l'agrobusiness, risquent bien de devenir les nouveaux outils de l'asservissement du monde paysan. La *Fabriek paysanne* nous invite à reconquérir notre souveraineté technologique.

- Le cinquième article est une synthèse d'un rapport des Amis de la terre Europe. Il expose l'intense lobby que les acteurs de l'agrobusiness et des biotechnologies effectue auprès de l'UE pour changer la réglementation OGM. L'objectif de ce lobby est de sortir les nouveaux OGM (notamment les techniques d'édition du génome) du cadre réglementaire actuel, jugé trop contraignant.

- Enfin dans le dernier article de cette première partie, Héléne Seynaeve analyse la menace que représente la montée du popu-

lisme d'extrême droite en milieu rural. Face à la marginalisation et à la précarisation du monde paysan dans le contexte de la mondialisation néolibérale, de plus en plus d'agriculteur·rice·s se laissent séduire par les discours nationalistes et populistes. Une voie qui est pourtant sans issue pour les paysan·ne·s car elle ne s'attaque pas aux causes structurelles des dysfonctionnements des systèmes alimentaires. Les mouvements d'extrême droite ne proposent finalement que la continuité des politiques néolibérales, les habillant simplement d'un discours nationaliste et nativiste.

Dans la deuxième partie, nous partageons quelques réflexions pour réenchanter le mouvement pour la souveraineté alimentaire. Prenant acte des nouveaux enjeux et des nouvelles menaces, nous explorons quelques pistes pour redynamiser et réinventer la lutte. Au-delà de propositions techniques et politiques c'est plutôt à une réflexion introspective à laquelle nous nous livrons et à laquelle nous invitons nos lecteur·rice·s.

- Le premier article de Barbara Van Dijk et Saurabh Arora nous interrogent sur les concepts de technologie, innovation et progrès. Plutôt qu'une vision de la modernité et du progrès (technologique) fondée sur l'idée de contrôle et

de domination (de l'humain sur la nature et de l'humain sur les autres humains), elles nous invitent à explorer une autre vision basée sur les concepts du *radical care* (prendre soin) et de la convivialité.

- Le deuxième article de Sabine Renteux, militante au Mouvement d'Action Paysanne (MAP), célèbre les 25 ans de la souveraineté alimentaire et effectue un rapide bilan de la lutte. Elle encourage ensuite les acteur·rice·s du mouvement à se rassembler, au-delà des initiatives individuelles et locales, pour changer le cadre des politiques néolibérales.
- Jean-Marc Louvin analyse le cadre conceptuel « des biens communs ». Après nous avoir rappelé le cadre conceptuel et politique des biens communs, il propose des pistes pour l'appliquer aux politiques alimentaires comme changement de paradigme des systèmes alimentaires mondialisés.

- Enfin, Manuel Eggen explore le rôle des droits humains dans la transformation des systèmes alimentaires. La réalisation des droits humains doit être au cœur des politiques alimentaires mondiales. Mais afin d'être un véritable outil d'émancipation sociale, il invite les activistes des droits humains à faire évoluer le cadre actuel pour l'affranchir de son héritage colonial, occidental-centré et déconnecté de la nature.

Avec ce nouveau numéro du *Beet the system!* nous espérons, humblement, contribuer à explorer de nouveaux horizons et imaginaires afin que le mouvement pour la souveraineté alimentaire continue à jouer un rôle de critique radicale et à être un acteur pour mettre en place des systèmes alimentaires répondant aux aspirations des peuples.

Bonne lecture !

